

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Cap-Saint-Ignace _____

Code géographique : 18045 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sophie Boucher, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Cap-Saint-Ignace pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature

Date

2019-04-03

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Cap-Saint-Ignace

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Cap-Saint-Ignace, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Cap-Saint-Ignace inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Municipalité pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Municipalité, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
100-14 chemin des Poirier
Montmagny Québec QC G5V 4L1

CPA auditeur CA, permis de comptabilité publique no A126222

Organisme Cap-Saint-Ignace Code géographique 18045

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2019-04-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations	
		2018	2017
Revenus			
Taxes	1	3 399 688	3 318 827
Compensations tenant lieu de taxes	2	113 605	110 829
Quotes-parts	3		
Transferts	4	2 248 222	291 986
Services rendus	5	191 954	219 521
Imposition de droits	6	89 691	70 015
Amendes et pénalités	7	5 415	5 410
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	24 689	13 512
Autres revenus	10	27 908	171 174
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	6 101 172	4 201 274
Charges			
Administration générale	14	583 035	577 882
Sécurité publique	15	595 919	521 933
Transport	16	1 218 064	854 745
Hygiène du milieu	17	915 204	877 003
Santé et bien-être	18	13 091	7 786
Aménagement, urbanisme et développement	19	446 251	391 866
Loisirs et culture	20	642 264	657 732
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	123 649	78 021
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	4 537 477	3 966 968
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 563 695	234 306
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	5 983 901	5 702 845
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	(458)	46 750
Solde redressé	28	5 983 443	5 749 595
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	7 547 138	5 983 901

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	255 093	458 935
Débiteurs (note 5)	2	2 989 165	833 171
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		593
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	30 536	30 750
	8	3 274 794	1 323 449
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	8 394 613	626 390
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 123 221	890 803
Revenus reportés (note 12)	12	9 828	22 269
Dette à long terme (note 13)	13	2 735 795	2 991 193
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	12 263 457	4 530 655
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(8 988 663)	(3 207 206)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	16 269 805	8 845 863
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	192 800	264 726
Stocks de fournitures	19	51 311	61 461
Autres actifs non financiers (note 17)	20	21 885	19 057
	21	16 535 801	9 191 107
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	7 547 138	5 983 901

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations	
		2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 563 695	234 306
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(7 938 199)	(1 063 968)
Produit de cession	3		
Amortissement	4	465 837	418 121
(Gain) perte sur cession	5	48 781	
Réduction de valeur / Reclassement	6	67 859	
	7	(7 355 722)	(645 847)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	4 281	110 305
Variation des stocks de fournitures	9	10 150	(6 190)
Variation des autres actifs non financiers	10	(2 828)	(523)
	11	11 603	103 592
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	(1 033)	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(5 781 457)	(307 949)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(3 207 206)	(2 901 393)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		2 136
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(3 207 206)	(2 899 257)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(8 988 663)	(3 207 206)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 563 695	234 306
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	465 837	418 121
Autres			
- Radition immo et propriété	3	116 641	
- Ajust. taux particip. Régies	4	(1 033)	566
	5	2 145 140	652 993
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 155 994)	(114 059)
Autres actifs financiers	7	214	
Créditeurs et charges à payer	8	(118 908)	275 571
Revenus reportés	9	(12 441)	(7 605)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	4 280	79 555
Stocks de fournitures	12	10 150	(6 190)
Autres actifs non financiers	13	(2 828)	(523)
	14	(130 387)	879 742
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(7 586 873)	(1 062 986)
Produit de cession	16		
	17	(7 586 873)	(1 062 986)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	(5)
Cession	21	593	
	22	593	(5)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(255 597)	(279 478)
Variation nette des emprunts temporaires	25	7 768 223	523 450
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	199	(912)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	7 512 825	243 060
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(203 842)	59 811
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	458 935	399 124
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	458 935	399 124
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	255 093	458 935

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Cap-Saint-Ignace est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation des états financiers**

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S-23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Municipalité et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de L'Anse-à-Gilles et la Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de L'Islet-Montmagny.

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de L'Anse-à-Gilles pour l'exercice est de 24,12 % (2017 - 24,01 %).

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de L'Islet-Montmagny est de 8,54 % (2017 - 8,69%).

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice.

Comptabilisation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception initial et des rôles spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatés lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients.

C) Actifs

S.O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût.

b) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Infrastructures	25 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	7 à 20 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

D) Passifs**Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides**

La Municipalité comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

Passif au titre des sites contaminés

La Municipalité comptabilise un passif au titre des sites contaminés lorsque l'application des mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Municipalité et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Frais de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides :

Passif comptabilisé au 1er janvier 2007 et, jusqu'à concurrence des sommes autorisées, tout excédent de la charge comptabilisée en fonction de la capacité utilisée de la décharge sur les dépenses engagées dans l'exercice : linéaire jusqu'à l'extinction prévue des obligations de l'administration municipale.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2018, la Municipalité a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de CPA Canada-Comptabilité :

SP 2200 Information relative aux apparentés et SP 3420 Opérations interentités

Ces nouveaux chapitres définissent la notion d'apparentés et comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires des chapitres et n'ont eu aucun impact sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

SP 3210 Actifs

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les grandes catégories d'actifs non constatés.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et n'ont eu aucun impact sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

SP 3320 Actifs éventuels

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et n'ont eu aucun impact sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

SP 3380 Droits contractuels

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et n'ont eu aucun impact sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	79 033	311 857
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	176 060	147 078
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	255 093	458 935
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	252 675	208 693
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	91 622	185 953
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 178 651	359 972
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 461 961	80 291
Organismes municipaux	15	72 205	33 699
Autres			
- Autres comptes à recevoir	16	84 263	72 793
- Solde de prix de vente	17	100 463	100 463
	18	2 989 165	833 171
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	229 223	240 012
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	229 223	240 012
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	550	550
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	593
	32	593
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	32 593	32 885
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	32 593	32 885

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	30 536	30 750
Autres	45		
	46	30 536	30 750

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018**2017****10. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose de six facilités de crédit. La première est d'un montant autorisé de 750 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,50 %. La deuxième est d'un montant autorisé de 3 210 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,75 %. La troisième est d'un montant autorisé de 1 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 1 %. La quatrième est d'un montant autorisé de 5 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,75 %. La cinquième est d'un montant autorisé de 1 300 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,75 %. La sixième est d'un montant autorisé de 1 012 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,50 %. Les facilités de crédit sont renouvelables annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	333 469	477 478
Salaires et avantages sociaux	48	81 224	77 300
Dépôts et retenues de garantie	49	429 931	78 605
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	225 887	233 803
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouv. du Québec et entreprises	53	4 560	3 287
- Gouv. du Canada et entreprises	54	2 548	3 057
- Organismes municipaux	55		72
- Intérêts courus sur la DLT	56	15 848	17 201
- Intérêts courus sur la marge	57	29 754	
	58	1 123 221	890 803

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Loyer perçu d'av.-pacte rural	68	9 828	22 269
-	69		
-	70		
-	71		
	72	9 828	22 269

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018				2017			
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	2,53	2020	2022	73	2 736 508		2 992 105
Obligations et billets en monnaies étrangères					74			
Gains (pertes) de change reportés					75			
					76			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77			
Organismes municipaux					78			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79			
Autres					80			
					81	2 736 508		2 992 105
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(713)	(912)	
					83	2 735 795		2 991 193

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018	
	Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
	d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2019	84	92	225 408	100	109	37 101
2020	85	93	1 186 753	101	110	1 186 753
2021	86	94	1 255 098	102	111	1 255 098
2022	87	95	4 995	103	112	4 995
2023	88	96	5 163	104	113	5 163
2024 et +	89	97	21 990	105	114	21 990
	90	98	2 699 407	106	115	37 101
Intérêts et frais accessoires			107	()	124	()
	91	99	2 699 407	108	116	37 101
					125	2 736 508

Note

Le 20 février 2019, la Municipalité a émis des obligations à long terme pour un montant autorisé de 4 684 000 \$ duquel elle a encaissé 4 609 712 \$ qui servira à rembourser certaines facilités de crédit, portant intérêt semestriellement à 3,2 %. Les modalités de remboursement de ces obligations seront sur cinq ans.

De ce montant, ainsi que de ses liquidités, la Municipalité a procédé à certains remboursements de la marge de crédit. Un montant de 294 000 \$ a servi à rembourser la marge de crédit d'un montant autorisé de 1 500 000 \$. La marge de crédit d'un montant de 3 210 000 \$ a été remboursée pour un montant de 1 203 000 \$. La marge de crédit d'un montant autorisé de 5 000 000 \$ a quant à elle été remboursée de 2 340 000 \$. La marge de crédit suivante de 1 300 000 \$ a été fermée avec le remboursement de 660 901 \$. La marge de crédit d'un montant autorisé de 1 012 000 \$ a été remboursée pour un montant de 172 000 \$.

De plus, la Municipalité a signé après la fin de l'année un emprunt temporaire de 700 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 1 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(8 988 663)	(3 207 206)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 (	)	(
Autres	128 (	)	)
	129	(8 988 663)	(3 207 206)
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	4 590 759	158	3 598 521	185	1 195 724	212	6 993 556
Eaux usées	131	4 062 852	159	2 208 084	186	(1)	213	6 270 937
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	1 293 978	160	2 001 009	187	1	214	3 294 986
Autres	133	1 245 241	161		188	(2 229)	215	1 247 470
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	2 005 144	163	20 196	190	(155)	217	2 025 495
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 382 062	165	15 748	192	(5)	219	1 397 815
Ameublement et équipement de bureau	138	315 737	166	2 625	193	(9)	220	318 371
Machinerie, outillage et équipement divers	139	431 948	167	3 063	194	(136)	221	435 147
Terrains	140	185 070	168		195	1	222	185 069
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>15 512 791</u>	170	<u>7 849 246</u>	197	<u>1 193 191</u>	224	<u>22 168 846</u>
Immobilisations en cours	143	<u>963 414</u>	171	<u>88 953</u>	198		225	<u>1 052 367</u>
	144	<u>16 476 205</u>	172	<u>7 938 199</u>	199	<u>1 193 191</u>	226	<u>23 221 213</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	1 879 403	173	146 326	200	1 146 941	227	878 788
Eaux usées	146	1 888 542	174	106 604	201		228	1 995 146
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	689 419	175	31 555	202		229	720 974
Autres	148	725 308	176	34 235	203	(1 933)	230	761 476
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 270 466	178	50 256	205	(92)	232	1 320 814
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	639 231	180	60 261	207	(4)	234	699 496
Ameublement et équipement de bureau	153	267 021	181	12 650	208	(10)	235	279 681
Machinerie, outillage et équipement divers	154	270 952	182	23 950	209	(131)	236	295 033
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>7 630 342</u>	184	<u>465 837</u>	211	<u>1 144 771</u>	238	<u>5 951 408</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>8 845 863</u>					239	<u>13 269 805</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241 (		) 244 (		) 246 (		) 248 (	
Valeur comptable nette	242						249	

Note

Au cours de l'exercice, dans le cadre de son programme régulier de remplacement et

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

d'amélioration de ses immobilisations corporelles, la Société a radié des infrastructures en eau potable.

Des retenues sur contrat sur des acquisitions d'immobilisations corporelles d'un montant de 429 931 \$ (2017 - 78 605 \$) sont incluses dans les dettes d'exploitation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	72 676	114 065
Immeubles industriels municipaux	251	150 660	181 411
Autres	252		
	253	223 336	295 476
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	30 536	30 750
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	192 800	264 726
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256	21 885	19 057
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	21 885	19 057
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée envers l'Office municipal d'habitation de Cap-Saint-Ignace à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

La Municipalité s'est engagée par contrat à effectuer divers travaux pour la construction d'un poste de pompage et pour le trop-plein pompé de l'ordre de 488 775 \$ avant taxes. Au 31 décembre 2018, des travaux pour 323 988 \$ avaient été réalisés.

La Municipalité s'est engagée par contrat à effectuer divers travaux pour la caserne de 1 661 607 \$ avant taxes. Au 31 décembre 2018, des travaux pour 497 844 \$ avaient été réalisés.

La Municipalité s'est engagée par contrat à effectuer divers travaux pour le parc industriel de 740 520 \$ avant taxes. Au 31 décembre 2018, des travaux pour 592 416 \$ avaient été réalisés.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres**Protection de l'environnement**

Les opérations de la Régie sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses administrateurs, la Régie est exploitée en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement qui résulte de la restauration du site est comptabilisé aux résultats de l'exercice en cours.

21. Actifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

22. Redressement aux exercices antérieurs

La Municipalité a identifié que par accession elle était propriétaire d'une bâtisse. En conséquence, le solde de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs de 2017 a été augmenté de 45 596 \$, soit la différence entre le coût incluant les améliorations de 79 699 \$ et de l'amortissement cumulé de 34 103 \$.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018		Réalisations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	3 318 827	3 299 393	3 399 688		3 399 688
Compensations tenant lieu de taxes	2	110 829	114 168	113 605		113 605
Quotes-parts	3					76 647
Transferts	4	215 224	175 613	458 284		458 284
Services rendus	5	196 537	230 560	167 128		29 836
Imposition de droits	6	70 015	80 500	89 691		89 691
Amendes et pénalités	7	5 410	5 000	5 415		5 415
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	12 737	31 000	23 233		1 456
Autres revenus	10	171 174	56 400	27 908		
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	4 100 753	3 992 634	4 284 952		107 939
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	76 762		1 789 938		
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	76 762		1 789 938		
	21	4 177 515	3 992 634	6 074 890		107 939
Charges						
Administration générale	22	543 960	553 476	549 054	16 387	17 594
Sécurité publique	23	457 605	497 720	531 620	64 299	
Transport	24	818 107	967 784	1 182 377	40 483	214
Hygiène du milieu	25	659 760	637 651	657 639	259 306	74 906
Santé et bien-être	26	7 786	17 300	13 091		
Aménagement, urbanisme et développement	27	385 561	310 966	439 946	6 305	
Loisirs et culture	28	587 755	585 331	567 817	74 447	
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	76 599	126 741	122 381		1 268
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	413 531		461 227	(461 227)	
	33	3 950 664	3 696 969	4 525 152		93 982
Excédent (déficit) de l'exercice	34	226 851	295 665	1 549 738		13 957

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
					Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	226 851	295 665	1 549 738	13 957
Moins: revenus d'investissement	2	(76 762)	()	(1 789 938)	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	150 089	295 665	(240 200)	13 957
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Amortissement	4	413 531		461 227	4 610
Produit de cession	5				
(Gain) perte sur cession	6			48 781	
Réduction de valeur / Reclassement	7			67 859	
	8	413 531		577 867	4 610
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	82 751		30 750	
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	82 751		30 750	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	(263 569)	(253 515)	(240 319)	(4 278)
	18	(263 569)	(253 515)	(240 319)	(4 278)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(59 242)	()	(36 506)	()
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		(6 500)	6 666	11 610
Excédent de fonctionnement affecté	21				
Réserves financières et fonds réservés	22	(35 649)	(35 650)	(35 649)	(8 987)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(94 891)	(42 150)	(65 489)	2 623
	26	137 822	(295 665)	302 809	2 955
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales					
	27	287 911		62 609	16 912

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017		Réalisations 2018	
		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
					Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	76 762		1 789 938	1 789 938
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(1 179)	()	()	()
Sécurité publique	3	(61 888)	()	()	()
Transport	4	()	(361 834)	()	(361 834)
Hygiène du milieu	5	(879 259)	(7 550 480)	()	(7 550 480)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(62 275)	()	()	()
Loisirs et culture	8	(59 367)	(25 885)	()	(25 885)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(1 063 968)	(7 938 199)	()	(7 938 199)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(3 196)	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13				
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	59 242	36 506		36 506
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17				
	18	59 242	36 506		36 506
	19	(1 007 922)	(7 901 693)		(7 901 693)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(931 160)	(6 111 755)		(6 111 755)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017	2018	2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	348 293	143 729	111 364	255 093
Débiteurs (note 5)	2	830 129	2 975 147	14 018	2 989 165
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	30 750	30 536		30 536
	8	1 209 172	3 149 412	125 382	3 274 794
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	626 390	8 394 613		8 394 613
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	651 833	886 797	236 424	1 123 221
Revenus reportés (note 12)	12	22 269	9 828		9 828
Dette à long terme (note 13)	13	2 941 420	2 690 101	45 694	2 735 795
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	4 241 912	11 981 339	282 118	12 263 457
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(3 032 740)	(8 831 927)	(156 736)	(8 988 663)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	8 720 515	16 194 299	75 506	16 269 805
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	264 726	192 800		192 800
Stocks de fournitures	19	58 163	47 998	3 313	51 311
Autres actifs non financiers (note 17)	20	18 944	21 768	117	21 885
	21	9 062 348	16 456 865	78 936	16 535 801
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	437 903	465 313	74 306	539 619
Excédent de fonctionnement affecté	23	87 615	95 948	15 279	111 227
Réserves financières et fonds réservés	24	121 078	156 727		156 727
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (	65 992) (	50 064) (	196 485) (	246 549)
Financement des investissements en cours	26	(945 359)	(7 063 387)		(7 063 387)
Investissement net dans les Immobilisations et autres actifs	27	6 394 363	14 020 401	29 100	14 049 501
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	6 029 608	7 624 938	(77 800)	7 547 138

¹. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	702 136	715 566	736 767	711 910
Charges sociales	2	149 785	150 092	153 718	153 374
Biens et services	3	2 217 976	2 567 245	2 489 931	1 985 484
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	86 741	61 159	62 427	68 600
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec	6				
et ses entreprises	7				
D'autres tiers	8				
Autres frais de financement	8	40 000	61 222	61 222	9 421
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	360 431	360 431	360 431	481 434
Transferts	10				
Autres	11	49 500	49 158	108 092	46 313
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	57 900	55 870	55 870	73 812
Amortissement des immobilisations	14		461 227	465 837	418 121
Autres					
- Subvention d'accès propriété	15	22 000	31 481	31 481	9 538
- Contributions diverses	16	10 500	11 701	11 701	8 961
-	17				
	18	3 696 969	4 525 152	4 537 477	3 966 968

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille 1
 Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements
 de portefeuille à titre d'investissement 2
 Autres revenus 3

4

Charges

Créances douteuses
 Radiation de prêts et de placements de portefeuille 5
 Variation de la provision pour moins-value 6

7

Autres charges 8

9

Excédent (déficit) de l'exercice

10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie 11
 Placements de portefeuille 12

Débiteurs

13

Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à
 titre d'investissement 14

Provision pour moins-value 15

16

17

Passifs

Créditeurs et charges à payer 18

19

Revenus reportés 20

21

Dette à long terme

Solde du Fonds local d'investissement

22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres 23

24

Supportant les engagements de prêts 25

26

Supportant les garanties de prêts

26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris
 leur radiation s'il y a lieu**

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière
 Revenus provenant de la gestion de l'exploitation
 du sable et du gravier
 Autres revenus

1

2

3

4

Charges

Frais de gestion
 Salaires
 Créances douteuses
 Autres frais de gestion

5

6

7

8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

9

10

11

12

13

14

15

16

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie
 Placements de portefeuille

18

19

Débiteurs

Provision pour créances douteuses

20

21

22

Autres

23

24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie
 Créiteurs et charges à payer
 Revenus reportés
 Provenant de la gestion foncière
 Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier
 Autres

25

26

27

28

29

Autres

30

31

**Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur
 du territoire**

32

Note sur les autres actifs

Note sur les créiteurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	539 619	510 512
Excédent de fonctionnement affecté	2	111 227	99 172
Réserves financières et fonds réservés	3	156 727	121 078
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	246 549) (	270 528)
Financement des investissements en cours	5	(7 063 387)	(945 359)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	14 049 501	6 469 026
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	7 547 138	5 983 901
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	465 313	437 903
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	74 306	72 609
	11	539 619	510 512
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Assainissement des eaux usées	12	76 614	61 615
- Refonte règlements mun.	13	8 333	15 000
- Greffe	14	11 000	11 000
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	95 947	87 615
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Budget 2018	22	15 280	11 557
-	23		
-	24		
	25	15 280	11 557
	26	111 227	99 172
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	156 727	121 078
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	156 727	121 078
	48	156 727	121 078

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

2018**2017****VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)****Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite 49 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs 50 () ()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008 51 () ()

Autres 52 () ()

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs 53 () ()

54 () ()

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement 55 (196 485) (204 536)

Assainissement des sites contaminés 56 () ()

Appariement fiscal pour revenus de transfert 57 () ()

Autres

- 58 () ()

- 59 () ()

60 (196 485) (204 536)

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux 61 () ()

Intérêts sur la dette à long terme 62 () ()

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général 63 () ()

Utilisation du fonds de roulement 64 () ()

Mesure relative aux frais reportés 65 () ()

Autres

- 66 () ()

- 67 () ()

68 () ()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ 69 () ()

Frais d'émission de la dette à long terme 70 () ()

Dette à long terme liée au FLI et au FLS 71 () ()

Autres

- Dép. const à taxer/à pourvoir 72 (50 064) (65 992)

- 73 () ()

74 (50 064) (65 992)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement 75

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement 76

Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre

d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS 77

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement

liés à des emprunts de fonctionnement 78

Autres

- 79

80

81 (246 549) (270 528)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		18 055
Investissements à financer	83 (	7 063 387) (	963 414)
	84	(7 063 387)	(945 359)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	16 269 805	8 845 863
Propriétés destinées à la revente	86	223 336	295 476
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	16 493 141	9 141 339
Ajustements aux éléments d'actif	91	4	
	92	16 493 145	9 141 339
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	2 735 795) (	2 991 193)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	713) (	912)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	242 800	253 800
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	50 064	65 992
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	2 443 644) (	2 672 313)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (		
	100 (	2 443 644) (	2 672 313)
	101	14 049 501	6 469 026

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		

Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
	_____	_____

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

53

54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

Autres

-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		

Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)

Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

La Municipalité a un régime de retraite auquel les salariés peuvent participer dès qu'ils atteignent six mois de service. Les cotisations versées sont en fonction du salaire annuel selon les proportions suivantes : la part du salarié est de 5 % de son salaire annuel tandis que la part de l'employeur représente 6 % du salaire annuel.

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114	<u>32 593</u>	<u>32 885</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119		
Note			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2018	2018	2018	2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 247 798	2 309 346	2 309 346
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	274 320	284 140	284 140
Activités de fonctionnement	6	173 000	180 456	180 456
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	2 695 118	2 773 942	2 773 942
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	122 000	126 825	126 825
Égout	11	55 000	54 959	54 959
Traitement des eaux usées	12	92 000	92 448	92 448
Matières résiduelles	13	255 000	258 189	258 189
Autres				
- Gestion des boues	14	80 275	77 233	77 233
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		16 106	16 106
Service de la dette	18		(14)	(14)
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	604 275	625 746	625 746
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	604 275	625 746	625 746
	27	3 299 393	3 399 688	3 399 688
				3 318 827

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2018	2018	2018	2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	2 395	2 080	2 080	2 065
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29				
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31	39 123	39 123	39 123	39 123
	32	41 518	41 203	41 203	41 188
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	44 500	44 467	44 467	43 120
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	26 700	26 672	26 672	25 089
	36	71 200	71 139	71 139	68 209
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	112 718	112 342	112 342	109 397
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43	1 450	1 263	1 263	1 432
Taxes d'affaires	44				
	45	1 450	1 263	1 263	1 432
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47				
	48				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50				
	51				
	52	114 168	113 605	113 605	110 829

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53				
Sécurité publique					
Police	54				
Sécurité incendie	55				6 966
Sécurité civile	56				
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	91 887	97 370	97 370	86 887
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60		227 012	227 012	
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67	7 000	6 300	6 300	5 952
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	9 865	27 551	27 551	18 595
Réseau de distribution de l'eau potable	69				
Traitement des eaux usées	70				
Réseaux d'égout	71				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72	26 800	29 166	29 166	29 112
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73	30 000	57 852	57 852	57 474
Tri et conditionnement	74				
Autres	75				
Autres	76	9 561	1 939	1 939	
Cours d'eau	77		1 728	1 728	
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82	500	188	188	
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83		5 000	5 000	
Rénovation urbaine	84				
Promotion et développement économique	85				
Autres	86		4 178	4 178	2 237
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87				
Activités culturelles					
Bibliothèques	88				
Autres	89				
Réseau d'électricité	90				
	91	175 613	458 284	458 284	207 223

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	360 375	360 375	19 800
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 418 774	1 418 774	
Traitement des eaux usées	109	10 789	10 789	27 613
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			23 900
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			3 149
Autres	128			2 300
Réseau d'électricité	129			
	130	1 789 938	1 789 938	76 762

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			8 001
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140			8 001
TOTAL DES TRANSFERTS	141	175 613	2 248 222	291 986

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2018	2018	2018	2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144		251	250
	145		251	250
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		23 955	22 601
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169		23 955	22 601
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183		24 206	22 851

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	28 060	30 597	22 938
	187	28 060	30 597	22 938
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190			
Autres	191		1 000	1 175
	192		1 000	1 175
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195	10 000	(322)	9 651
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201	10 000	(322)	9 651
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			
	211	12 000	2 177	7 591
	212	12 000	2 177	7 591
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219			
	220	300	334	1 799
	221	300	334	1 799
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222			
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224	180 200	133 342	153 516
	225	180 200	133 342	153 516
Réseau d'électricité				
	226			
	227	230 560	167 128	196 670
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	230 560	167 128	219 521

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	229	8 500	5 272	5 272	7 420
Droits de mutation immobilière	230	50 000	66 331	66 331	53 050
Droits sur les carrières et sablières	231	22 000	18 088	18 088	9 545
Autres	232				
	233	80 500	89 691	89 691	70 015
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	234	5 000	5 415	5 415	5 410
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	235				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	236	31 000	23 233	24 689	13 512
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(48 781)	(48 781)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238	35 000	56 000	56 000	150 695
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239				
Contributions des promoteurs	240				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241				
Contributions des organismes municipaux	242				
Autres contributions	243				
Redevances réglementaires	244				
Autres	245	21 400	20 689	20 689	20 479
	246	56 400	27 908	27 908	171 174
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	247				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	89 686	83 191		83 191	84 581	81 590
Greffé et application de la loi	2	1 800	1 608		1 608	1 608	3 103
Gestion financière et administrative	3	350 800	353 017		353 017	368 340	369 876
Évaluation	4	93 090	93 129		93 129	93 129	87 709
Gestion du personnel	5	400	409		409	410	363
Autres							
- Quote-Part	6	17 700	17 700	16 387	34 087	34 967	35 241
-	7						
	8	553 476	549 054	16 387	565 441	583 035	577 882
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	216 500	242 023		242 023	242 023	229 278
Sécurité incendie	10	276 220	284 478		284 478	284 478	228 327
Sécurité civile	11	5 000	5 119		5 119	5 119	
Autres	12			64 299	64 299	64 299	64 328
	13	497 720	531 620	64 299	595 919	595 919	521 933
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	523 734	757 345		757 345	752 549	376 681
Enlèvement de la neige	15	403 000	384 898		384 898	384 898	403 535
Éclairage des rues	16	25 000	25 338		25 338	25 338	23 900
Circulation et stationnement	17	1 400	182		182	182	156
Transport collectif							
Transport en commun	18	14 650	14 614		14 614	14 614	14 052
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			40 483	40 483	40 483	36 421
	22	967 784	1 182 377	40 483	1 222 860	1 218 064	854 745

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	153 500	203 166	203 166	126 528	193 386
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	107 200	68 800	68 800	68 800	99 906
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	54 600	116 832	116 832	145 141	56 222
Élimination	28	166 000	18 093	18 093	60 950	158 443
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	41 000	41 545	41 545	41 545	40 712
Tri et conditionnement	30	27 000	121 657	121 657	121 657	26 528
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs						
Autres	34					
Plan de gestion	35	4 777	4 777	4 777	4 777	3 970
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	3 300	2 495	2 495	2 495	2 837
Autres	39	80 274	80 274	259 306	343 311	294 999
	40	637 651	657 639	259 306	915 204	877 003
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	7 400	5 700	5 700	5 700	1 881
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	9 900	7 391	7 391	7 391	5 905
	44	17 300	13 091	13 091	13 091	7 786
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	116 500	145 482	145 482	145 482	109 275
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	54 580	54 580	54 580	54 580	53 310
Tourisme	49	139 886	141 275	141 275	141 275	140 225
Autres	50					
Autres	51		98 609	6 305	104 914	89 056
	52	310 966	439 946	6 305	446 251	391 866

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Non auditée	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	186 291	171 218	171 218	171 217	198 245
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	330 600	329 870	329 870	329 871	331 016
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59		74 447	74 447	74 447	69 977
	60	516 891	501 088	74 447	575 535	599 238
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	35 160	33 200	33 200	33 200	33 087
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	24 750	22 877	22 877	22 877	18 710
Autres	65	8 530	10 652	10 652	10 652	6 697
	66	68 440	66 729	66 729	66 729	58 494
	67	585 331	567 817	74 447	642 264	657 732
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	86 741	61 159	61 159	62 223	68 600
Autres frais	70				204	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	40 000	61 222	61 222	61 222	9 421
	73	126 741	122 381	122 381	123 649	78 021
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75		461 227	(461 227)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Cap-Saint-Ignace _____

Code géographique : 18045 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 598 521	3 598 521	60 114
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			69 296
Conduites d'égout	4	2 208 084	2 208 084	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 001 009	2 001 009	
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			50 520
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	20 196	20 196	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	15 748	15 748	
Ameublement et équipement de bureau	18	2 625	2 625	3 053
Machinerie, outillage et équipement divers	19	3 063	3 063	24 491
Terrains	20			3 037
Autres	21	88 953	88 953	853 457
	22	7 938 199	7 938 199	1 063 968

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	3 598 521	3 598 521	60 114
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			69 296
Conduites d'égout	26	2 208 084	2 208 084	
Autres infrastructures	27	2 001 009	2 001 009	50 520
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	130 585	130 585	884 038
	34	7 938 199	7 938 199	1 063 968

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 738 305		244 597	2 493 708
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 738 305		244 597	2 493 708
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	240 012		10 789	229 223
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	240 012		10 789	229 223
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	13 788		211	13 577
	14	253 800		11 000	242 800
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	253 800		11 000	242 800
	19	2 992 105		255 597	2 736 508
Dettes en cours de refinancement	20 (				)
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	2 992 105		255 597	2 736 508
Note					

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	2 690 101
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	7 063 387
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé

Fonds d'amortissement

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé

Débiteurs

Revenus futurs découlant des ententes

conclues avec le gouvernement du Québec

Autres montants

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés

Autres

- inv. en cours sans emprunt

-

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	6 471 176
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	46 423
--	----	--------

Endettement net à long terme	17	6 517 599
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté

Communauté métropolitaine

Autres organismes

	18	473 514
--	----	---------

	19	
--	----	--

	20	
--	----	--

Endettement total net à long terme	21	6 991 113
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à

long terme de l'agglomération

	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	6 991 113
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2	92 690	92 689	92 689	87 273
Autres	3	23 386	23 386	23 386	23 711
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	6 560	6 560	6 560	6 711
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	80 274	80 274	80 274	75 633
Matières résiduelles	12	22 756	22 756	22 756	163 231
Cours d'eau	13	2 999	2 999	2 999	2 826
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	54 580	54 580	54 580	53 310
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	77 186	77 187	77 187	68 739
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	360 431	360 431	360 431	481 434

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 841 010	1 063 968
Frais de financement	4	97 189	
Autres	5		
	6	7 938 199	1 063 968

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	40,00	7 327,00	189 701	42 701	232 402
Professionnels	2						
Cols blancs	3	5,00	35,00	10 851,00	214 796	48 350	263 146
Cols bleus	4	6,00	40,00	12 495,00	247 670	55 817	303 487
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	16,00		30 673,00	652 167	146 868	799 035
Élus	9	7,00			63 399	3 224	66 623
	10	23,00			715 566	150 092	865 658

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	214 693	740 920	1 283 431	9 178	2 248 222
	17	214 693	740 920	1 283 431	9 178	2 248 222

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	52 486	43 155
	4	52 486	43 155
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	(824)	824
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	(824)	824
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		546
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		546
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	70 719	32 074
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	70 719	32 074
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	122 381	76 599

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () ()		
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () ()		
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () ()		
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

**Rémunération
(excluant charges
sociales)**

**Allocation de
dépenses**

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 156 727 \$

2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?

2 ☐3 ☒4 ☐

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

5 ☒6 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018

7 18 088 \$

4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

8 ☒9 ☐

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 ☒	11 ☐
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	5 700 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	1 700 \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 ☒	15 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	5 272 \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 ☒	18 ☐
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	16 008 \$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	
Facteur comparatif de 2018	22	
Valeur uniformisée	23	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 82 370 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 250 509 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 13 623 \$

- b) Dépenses d'investissement

27 \$

- c) Total des frais encourus admissibles

28 264 132 \$

- d) Description des dépenses d'investissement :

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

29 2019-03-07

- b) Date d'adoption de la résolution

30 2019-03-04

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Cap-Saint-Ignace

Code géographique : 18045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Municipalité du Cap-Saint-Ignace

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Cap-Saint-Ignace de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27-1). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
100-14 chemin des Poirier
Montmagny Québec QC G5V 4L1

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A126222

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2019-04-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	3 399 688
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	16 106
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	3 383 582

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	286 133 900
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	288 588 800
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	287 361 350

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 1 7 7 5 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Cap-Saint-Ignace

Code géographique : 18045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 383 385
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	223 487
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	181 158
Activités de fonctionnement	6	180 000
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	2 968 030

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux		
Eau	10	127 000
Égout	11	55 000
Traitement des eaux usées	12	92 000
Matières résiduelles	13	258 000
Autres		
- Gestion des boues	14	68 715
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	600 715

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	600 715
	27	3 568 745

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	2 080
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	39 123
	5	41 203

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	45 550
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	27 400
	9	72 950

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	114 153

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 270
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 270

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	115 423

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 288 601 100	x 2 0,8300 /100\$	3 2 383 385				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25 2 383 385	26 ()	27 ()	28	29 2 383 385
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 288 601 100	x 31 0,0778 /100\$	32 223 487				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 223 487	55 ()	56 ()	57	58 223 487

558

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....)	28	29	

Taxes spéciales

Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....)	57	58	

**Valeur locative
imposable**

Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60 %	61	62 (.....) 63 (.....)	64	65	
---	----------	--------------	----------	-----------------------	----------	----------	--

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1	4	5	,	0	0	\$
Égout	2		7	5	,	0	0	\$
Eau et égout	3				,			\$
Traitement des eaux usées	4	1	2	6	,	0	0	\$
Matières résiduelles	5	1	4	6	,	7	5	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau potable	0,1100	1	Rue Desservie
Éclairage des rues, règlement 460	0,0400	1	Rue Desservie
Règlement d'emprunt 2014-09	0,0300	1	Rue Desservie
Règlement d'emprunt 2014-10	0,0504	1	Rue Desservie
Règlement d'emprunt 2015-07	0,0418	1	Rue Desservie
Règlement d'emprunt 2016-11 (80%)	0,0100	1	Rue Desservie
Règlement d'emprunt 2016-14	0,0316	1	Rue Desservie
Gestion des boues	90,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	3 568 745
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	3 568 745

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	288 601 100
----	-------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019
 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	1 , 2 3 6 6 /100 \$
----	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

564

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9				
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13				
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☐	2 ☒	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☐	5 ☒
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 ☐	7 ☐	8 ☒
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 ☐	10 ☐	11 ☒
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☐	14 ☒
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☐	17 ☒
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☐	20 ☒
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	25	186 781 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>4 634 322 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>246 500 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>224 149 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Sophie Boucher , atteste que le rapport financier consolidé de Cap-Saint-Ignace pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-04-01.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Cap-Saint-Ignace.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Cap-Saint-Ignace consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Cap-Saint-Ignace détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-04-03 13:29:35

Date de transmission au Ministère : 2019/04/03

